

Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des agences, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des partenaires humanitaires. Il couvre la période comprise entre le 24 septembre et le 7 octobre. Le prochain rapport sera publié le ou autour du 20 octobre.

POINTS SAILLANTS

- Le 25 septembre, le Premier ministre Ariel Henry s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations unies, où il a salué la solidarité internationale dont a bénéficié Haïti et a encouragé la communauté internationale à continuer à soutenir son gouvernement pour répondre aux besoins humanitaires ainsi qu'aux efforts de relèvement et de reconstruction après le tremblement de terre.
- Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en Haïti a été présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies le 4 octobre lors d'une session au cours de laquelle Helen La Lime, représentante spéciale et chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, a exhorté les États membres à veiller à ce qu'Haïti ne devienne pas une crise oubliée.
- L'UNICEF estime que plus de 230 000 enfants risquent d'être déscolarisés dans la région du Grand Sud si les classes restent fermées suite au retard d'un mois dans la réouverture des écoles dans les départements touchés par le séisme.
- Dans une déclaration commune, le HCR, l'OIM, l'UNICEF et le HCDH appellent les États à s'abstenir de renvoyer de force les Haïtiens sans avoir évalué correctement leurs besoins individuels et à fournir des voies de migration à ceux qui en ont le plus besoin. Le pays continue de faire face à de multiples crises en plus des retombées du tremblement de terre, ce qui met à rude épreuve toute capacité d'accueil des Haïtiens de retour, car les conditions restent désastreuses et ne sont pas propices aux retours forcés.



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 15 Aug 2021 Sources: CNIGS Feedback: ocha.haiti.im@gmail.com | www.unocha.org www.reliefweb.int | www.reliefweb.int

800 000

personnes touchées

(Source: ONU en Haïti)

650 000

personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence

(Source: ONU en Haïti)

754 200

personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les trois départements touchés par le séisme

(Source: DGPC)

2 200

personnes ont péri

(Source: DGPC)

137 500

maisons détruites ou endommagées

(Source: DGPC)

APERÇU DE LA SITUATION

Le puissant séisme de magnitude 7,2 qui a frappé le sud-ouest d'Haïti le 14 août a touché au moins 800 000 personnes, dont 340 000 enfants, et entraîné la mort de plus de 2 240 personnes. Selon la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) et l'OIM, au 20 septembre, environ 38 777 personnes déplacées ont été identifiées dans 89 lieux de déplacement à travers les trois départements les plus touchés - Grand'Anse, Nippes et Sud - dont plus de la moitié d'entre elles dans 44 sites dans le département du Sud.

Pour les plus de 12 700 personnes blessées, l'accès à des soins de santé adéquats reste un défi, car le tremblement de terre a endommagé ou détruit environ 90 centres de santé. Selon l'enquête U-Report de l'UNICEF, 60 % des personnes touchées déclarent que les services de santé proches d'elles ont été interrompus.

La rentrée scolaire a été gravement entravée par les multiples conséquences du tremblement de terre. Plus de 900 écoles, soit environ 70 % de toutes les écoles du sud-ouest d'Haïti, ont été endommagées ou détruites. La majorité des écoles n'ont pas pu rouvrir leurs portes, alors que 300 000 enfants devaient reprendre progressivement les cours dans les trois départements touchés par le séisme du 4 octobre. L'UNICEF estime que si les classes restent fermées, suite à un retard d'un mois dans la réouverture des écoles dans les départements touchés, plus de 230 000 enfants risquent d'abandonner l'école.



Crédit photo: Véronique Durroux/UNOCHA

Le tremblement de terre a déclenché un pic de migration internationale en provenance d'Haïti, aggravant la crise migratoire existante des Haïtiens dans les Amériques, avec un nombre croissant de ressortissants haïtiens arrivant sur les côtes des pays voisins. Dans le même temps, le gouvernement des États-Unis a lancé une opération de rapatriement d'environ 14 000 migrants haïtiens de Del Rio, au Texas, avec une moyenne de 400 personnes qui devraient être renvoyées en Haïti chaque jour au cours des prochains mois.

À la suite de la récente expulsion de migrants haïtiens par les États-Unis, le gouvernement du Mexique a annoncé qu'il avait conclu un accord officiel avec Haïti pour relancer les processus d'expulsion, tandis que les Bahamas et Cuba ont indiqué avoir reçu plusieurs Haïtiens cherchant à entrer aux États-Unis, qui seront bientôt renvoyés en Haïti. Avec des milliers d'Haïtiens renvoyés dans un pays en crise humanitaire, y compris des femmes et des enfants, dont beaucoup sont nés hors d'Haïti, les familles renvoyées sont confrontées à des niveaux croissants de violence, de pauvreté et de déplacement, facteurs qui les ont initialement poussés à fuir l'île.

En réaction, les agences des Nations Unies, dont le HCR, l'OIM, l'UNICEF et le HCDH, ont publié une déclaration commune appelant à une approche régionale globale pour répondre aux besoins de protection des migrants haïtiens, et appellent les États à cesser d'expulser les Haïtiens sans évaluation adéquate de leurs besoins de protection spécifiques, car la situation ne peut que s'aggraver suite à l'impact du tremblement de terre sur les capacités déjà limitées pour accueillir les Haïtiens rapatriés.

Le 25 septembre, le Premier ministre Ariel Henry s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations unies, où il a salué la solidarité internationale reçue au lendemain du tremblement de terre dévastateur et a encouragé la communauté internationale à continuer à soutenir le gouvernement haïtien pour répondre aux besoins humanitaires les plus pressants et aux efforts de relèvement et de reconstruction après le tremblement de terre.

COORDINATION GÉNÉRALE

La première phase de l'intervention d'urgence est maintenant bien engagée. Le Gouvernement haïtien, par le biais de la DGPC, continue de faire preuve d'un leadership et d'une coordination solides avec les ministres compétents et les partenaires humanitaires.

Le Gouvernement souhaite renforcer les activités intersectorielles afin d'assurer une réponse opérationnelle encore plus efficace de la part de tous les partenaires nationaux et internationaux et, surtout, une transition effective vers la phase de relèvement et de reconstruction.

À ce titre, la DGPC a travaillé sur un cadre de renforcement de la réponse d'urgence et de transition vers le relèvement afin d'assurer la poursuite d'une réponse bien coordonnée qui implique tous les partenaires nationaux et internationaux. En outre, le cadre envisage l'intégration effective des recommandations formulées dans le rapport d'étape de la réponse d'urgence, confirmant l'état d'avancement des différentes opérations, dans le processus de transition vers le relèvement et la reconstruction.



Crédit photo: Marcel Velásquez/UNOCHA

Pendant la transition vers la phase de relèvement, le Gouvernement d'Haïti entend renforcer et compléter, sans délai, la distribution de l'assistance aux populations les plus vulnérables affectées par le séisme, notamment dans les communautés éloignées et celles isolées des centres urbains. L'objectif est de se rapprocher le plus possible des bénéficiaires, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, en assurant une réponse coordonnée sur le lieu d'origine et en évitant ainsi le déplacement des populations et leur déplacement vers les centres de distribution urbains ou périurbains.

FINANCEMENT

Le 25 août, les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires ont lancé un appel éclair de 187,3 millions de dollars US, ciblant 500 000 personnes parmi les plus vulnérables touchées par le séisme. Selon le Financial Tracking Service (FTS), au 7 octobre, l'appel n'a reçu que 21,6 millions de dollars. Toutefois, d'autres fonds ont été reçus qui ne figurent pas encore dans FTS, et on estime que 30 % des besoins de financement sont couverts.

Malgré la générosité constante des donateurs et des institutions multilatérales, les graves besoins humanitaires résultant de crises qui se chevauchent continuent de mettre à rude épreuve les capacités de réponse du Gouvernement, des partenaires humanitaires internationaux et des organisations locales. Le retour forcé de milliers d'Haïtiens au cours des prochains mois générera de nouveaux besoins humanitaires et mettra davantage à l'épreuve les capacités déjà limitées de réponse aux besoins existants non satisfaits. Les donateurs doivent donc renforcer leur soutien financier aux efforts de réponse et de relèvement afin d'éviter une aggravation de la crise humanitaire.

RÉPONSE HUMANITAIRE

Programmes de transferts monétaires

Réponse :

- Au moins 18 partenaires prévoient de distribuer des allocations en espèces à usages multiples à 103 358 ménages, le transfert moyen s'élevant à 100 dollars sur deux cycles de transfert.
- Des possibilités de travail temporaire seront offertes à 30 000 personnes dans le cadre de programmes "argent pour travail".
- Un nouveau programme de sécurité sociale est en cours de déploiement par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et le PAM dans le département de la Grand'Anse. Des enquêtes du Système d'information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (SIMAST) sont en cours pour cibler les ménages dont les maisons ont été détruites ou endommagées avec trois transferts en espèces de 100 dollars.

+ DE 103 300

ménages ciblés par l'assistance monétaire multifonctionnelle

Lacunes et Contraintes :

- Absence d'un ensemble complet de mesures de protection sociale pour assurer la prochaine phase de l'aide d'urgence (sauf dans le département de la Grand'Anse).
- L'inflation représente toujours une difficulté pour la réponse. Une évaluation rapide du marché menée par REACH a révélé que 96 % des consommateurs indiquent que les prix des produits ont augmenté à la suite du tremblement de terre.

Éducation

Besoins :

- Sur les 906 écoles endommagées ou détruites, la majorité n'a pas pu ouvrir pour l'année scolaire 2021-2022 en raison de la lenteur de la construction d'espaces d'apprentissage temporaires.

300 000

enfants dont l'école a été endommagée ou détruite

Réponse :

- Le 4 octobre, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) a officiellement lancé la rentrée scolaire 2021-2022 dans les trois départements concernés. L'ouverture sera progressive afin de permettre aux enfants de trouver des espaces d'apprentissage adaptés.
- Dans le cadre de la réouverture des écoles, les interventions initiales se concentreront sur le soutien psychosocial et pédagogique aux élèves et enseignants affectés, la mise en place d'espaces d'apprentissage temporaires, la distribution de kits et de mobilier scolaires, et les transferts monétaires pour les élèves et les enseignants.
- La construction d'espaces d'apprentissage semi-permanents est en cours de préparation et sera bientôt lancée. En outre, 100 tentes seront bientôt mises à la disposition des écoles intéressées afin de faciliter l'organisation d'activités de soutien psychosocial et pédagogique pendant la construction des structures semi-permanentes.

Lacunes et contraintes :

- Plusieurs écoles sont encore utilisées comme abris temporaires (10 à Sud, 6 à Nippes et 6 à Grand'Anse). Les partenaires sont en contact avec la DGPC et le secteur Abris pour discuter de l'accueil des élèves dans des structures alternatives.
- Les opérations de déblayage des débris dans les écoles endommagées ont été interrompues sur certains sites en raison de la panne de carburant.
- Les difficultés d'accès humanitaire dans les zones sinistrées et le manque de ressources financières des ménages créent des vulnérabilités et des lacunes dans l'éducation des enfants.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Besoins :

- Une nouvelle stratégie de priorisation et de ciblage a été élaborée pour les activités de relèvement précoce et sera partagée avec les partenaires pour validation.

Réponse :

- À ce jour, les partenaires du secteur de la sécurité alimentaire ont aidé 245 150 personnes par de transferts de nourriture et d'argent et ont servi plus de 220 000 repas chauds aux personnes affectées.
- Des réunions du secteur de la sécurité alimentaire ont eu lieu à Jérémie le 28 septembre et aux Cayes le 29 septembre. La priorisation sectorielle et l'objectif d'urgence ont été validés au niveau du district.
- Save the Children co-facilitera la coordination du secteur aux Cayes avec la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et l'équipe sectorielle des agences principales.

Lacunes et contraintes :

- Sur la base de la cible sectorielle des bénéficiaires nécessitant une assistance, il existe un écart de 54 % dans la région Grand Sud, dont 63 % dans le département de la Grand'Anse, 53 % dans les Nippes et 46 % dans le Sud.

+ DE 245 000

personnes ont reçu une aide en espèces et en nourriture de la part des partenaires de sécurité alimentaire.

Santé

Besoins :

- Réparer ou reconstruire les établissements de santé endommagés par le tremblement de terre pour assurer la continuité des services.
- Des kits d'hygiène et des abris temporaires dans des structures semi-permanentes pour répondre aux besoins immédiats des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), des personnes atteintes de tuberculose, des populations clés et des prestataires de soins de santé.

1,6 MILLION

de personnes bénéficieront de 169 kits médicaux, y compris des EPI, donnés par l'OPS/OMS.

Réponse :

- ONUSIDA, en coordination avec ses partenaires, continue de soutenir l'Unité de Coordination des Maladies Infectieuses et Transmissibles (UCMIT), ainsi que le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) et le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT), dans la mobilisation de fonds pour répondre aux besoins humanitaires des PVVIH et des personnes affectées par la tuberculose. En plus, des efforts coordonnés sont en cours pour sensibiliser et soutenir financièrement les interventions communautaires ciblant les personnes LGBTQ+, en mettant l'accent sur la lutte contre la stigmatisation croissante.
- Des cliniques mobiles de soutien psychosocial ont été menées par la Direction de la santé du département du Sud (DSS), avec l'OPS/OMS, dans les centres de santé de Cavaillon et de Nova.
- Des évaluations WASH dans les établissements de santé ont été menées dans le département du Sud au HIC, au centre de santé de Torbeck et au centre de santé Sainte Rose de Lima à Maniche. Ce dernier a toutefois été gravement endommagé par le séisme, MSF et l'UNICEF ont fourni deux tentes pour permettre de continuer à traiter les patients.

Lacunes et contraintes :

- L'insécurité persistante continue de retarder les activités d'intervention et la distribution de l'aide.
- Un pont endommagé à Jérémie (Grand'Anse) a créé des défis logistiques, notamment pour la distribution de fournitures médicales.
- Alors que les cliniques mobiles sont terminées, il est important que les structures de santé endommagées par le séisme soient reconstruites le plus rapidement possible.
- Les PVVIH et les personnes atteintes de tuberculose ont été considérablement affectées, notamment par une discrimination accrue, et ont besoin d'un soutien accru pour répondre à leurs besoins différenciés.

Nutrition

Besoins:

- Selon les premières estimations du secteur de la nutrition, 33 908 femmes enceintes et allaitantes et 167 118 enfants de moins de 5 ans, dont 62 730 enfants de moins de 2 ans (18 771 de moins de 6 mois), sont à risque et ont besoin d'interventions nutritionnelles urgentes dans les zones touchées par le séisme.
- Les interventions de l'alimentation du bébé et du jeune enfant en situation d'urgence (IYCF-E), y compris les Points de Conseil Nutrition Pour Bébé (PCNB) comme espaces sûrs pour que les mères puissent allaiter et pour soutenir les enfants non allaités, ainsi que le screening de masse actif pour identifier et traiter les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë dans les communes affectées, n'ont pas encore commencé en raison d'un manque de financement.
- Le renforcement de la coordination sectorielle au niveau départemental est nécessaire afin d'assurer une réponse efficace.

+ DE 201 000

femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de 5 ans sont en danger et ont besoin d'interventions

Réponse:

- L'UNICEF continue de soutenir le MSPP dans la coordination des réunions sectorielles au niveau national. Au niveau départemental, l'UNICEF est en train de recruter des coordinateurs de sous-groupes pour aider les directions de la santé à coordonner les activités sectorielles.
- L'UNICEF, en collaboration avec le MSPP, est en train d'élaborer un plan de distribution pour réapprovisionner l'offre nutritionnelle dans les départements affectés. De plus, du matériel anthropométrique sera distribué pour équiper les centres de santé affectés.
- Le secteur, soutenu par un responsable de la gestion de l'information déployé par le Cluster Nutrition mondial, va bientôt lancer un tableau de bord pour visualiser les activités de réponse.

Lacunes et contraintes :

- Le financement disponible pour la mise en œuvre du plan de réponse est limité. Un pipeline d'approvisionnement en produits de traitement a été temporairement sécurisé, mais pas pour la mise en œuvre des interventions IYCF-E, ni pour le renforcement du système de traitement.
- Le nombre de partenaires de mise en œuvre dans le domaine de la nutrition est limité dans certaines régions, notamment à Nippes.
- Les structures sanitaires endommagées ou détruites affectent la mise en œuvre des interventions nutritionnelles.

Protection

Besoins :

- Il faut assurer la prise en charge et le suivi post-traumatique des enfants affectés ainsi que la sensibilisation des communautés et des familles à la protection de l'enfance.
- Renforcement des capacités des partenaires (IBESR, MCFDF et BSEIPH, entre autres) en matière de protection des enfants dans les situations d'urgence.
- Les femmes et les filles rurales ont besoin de protection, de logement et d'abri, ainsi que de conseils sur leurs droits. Elles continuent de faire face à des risques accrus de VBG en raison d'actions de prévention limitées.

Réponse :

Protection Générale

- Le Centre Départemental des Opérations d'Urgence (COUD) des Cayes lance un projet pilote visant à recueillir directement l'avis des personnes touchées par le séisme sur l'assistance reçue dans les sites de regroupement et sur ce qui est nécessaire pour qu'elles puissent retourner chez elles. L'enquête de perception, qui a débuté la semaine du 4 octobre aux Cayes, sera menée par des groupes de discussion dans 16 points de rassemblement situés dans la commune.

- Entre le 26 septembre et le 5 octobre, une délégation du IASC a mené une mission d'examen externe de l'approche nationale de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel (PSEAH). L'objectif de la mission était de valider les résultats de l'examen global à ce jour, de mieux comprendre les processus relatifs au PSEAH et de discuter des opportunités et des obstacles rencontrés. La délégation s'est rendue à Port-Au-Prince, aux Cayes, à Beaumont et à Jérémie où elle a rencontré divers partenaires du PSEAH.
- L'UNICEF a co-présidé le Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfance (GTPE) avec l'Institut du Bien-être Social et de la Recherche (IBESR) dans les trois départements de la région Grand Sud. Une cartographie des sites identifiés pour les activités psychosociales et les espaces amis des enfants est en cours, ce qui permettra une plus grande couverture et une meilleure coordination entre les différents partenaires du GTPE.

Protection de l'enfance

- Save The Children a organisé des séances de soutien psychosocial pour 30 enfants, dont 11 filles et 19 garçons, dans la commune de Camp-Perrin dans le département du Sud. La planification de la création de 14 CFS se poursuit, et l'évaluation des sites d'implantation ainsi que le processus de recrutement du personnel pour le fonctionnement des CFS et la gestion des cas sont en cours dans les communes de Pestel et Corail dans le département de la Grand'Anse.
- Les organisations de la société civile (OSC) travaillant dans le domaine de la protection de l'enfance au sein des espaces communautaires ont organisé 54 séances d'appui psychosocial et de sensibilisation dans les communes des Cayes, Torbeck, Chantal, Camp-Perrin dans le département du Sud ainsi qu'à l'Asile (Nippes) et Plaisance (Nord). Au total, 1 062 enfants, dont 503 filles et 559 garçons, y ont participé.
- Le Centre de formation et de recherche en appui psychosocial (FRAPS) s'est rendu à la prison des Cayes pour suivre les cas d'enfants incarcérés. Afin de renforcer les soins médicaux, la clinique mobile de l'UNICEF apportera son soutien à l'infirmerie de la prison au cours de la semaine avec des consultations et la fourniture de médicaments.

Violence Basée sur le Genre

- Des activités de promotion et de protection des droits des femmes et des filles sont en cours dans les communes de Camp-Perrin (Sud) et d'Anse-à-Veau (Nippes) sous le leadership du Centre haïtien de leadership et de solidarité (CHES).
- Des séances de sensibilisation sur les questions liées aux VBG, auxquelles ont participé 258 personnes (99 femmes et 159 hommes), ont été menées dans la commune de Maniche (Sud) par des OSC sous le leadership de l'UNICEF.

Lacunes et contraintes :

- Le manque de capacités logistiques et financières, en plus de la détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Grand Sud, continue d'affecter de manière significative la capacité des partenaires locaux à mener des sessions de formation et à offrir une assistance juridique aux victimes du séisme.
- Les femmes sont particulièrement vulnérables aux VBG dans les points de rassemblement et manquent de ressources financières pour recevoir des soins médicaux. Les hôpitaux et les centres de santé manquent de gynécologues et de spécialistes, et leur manque de capacité ne leur permet pas de suivre le protocole de preuve de 72 heures dans les cas de VBG.
- L'harmonisation des outils utilisés par les différents acteurs impliqués dans la protection de l'enfance est nécessaire. En outre, il est nécessaire de mettre en œuvre un processus de renforcement des capacités de gestion des cas, de référence, de signalement et de facilitation des SEF pour les partenaires du groupe de protection de l'enfance dans la région Grand Sud.

Abris

Besoins :

- Avec la réouverture des écoles le 4 octobre, il est nécessaire d'accélérer la relocalisation des personnes déplacées des écoles et de rendre les installations éducatives à leur usage initial.
- Améliorer la collecte de données désagrégées par âge, sexe et vulnérabilité, en particulier dans les communautés isolées.
- Les opérations de priorisation et de distribution doivent être planifiées et réalisées en collaboration avec les groupes et les dirigeants communautaires, y compris les femmes et les organisations féminines.
- Des solutions d'hébergement d'urgence et des articles ménagers essentiels sont nécessaires de toute urgence. En plus, alors que la réponse entre dans une nouvelle phase, une réévaluation des matériaux d'abri utilisés est nécessaire afin de fournir une réponse plus résiliente.
- Le Gouvernement maintient que des bâches devraient être distribuées à la population touchée, ajoutant que les tentes ne devraient être utilisées que si la famille dispose du terrain ou de l'espace nécessaire pour les installer, afin d'éviter un facteur d'attraction résultant de la création de sites d'installation spontanée.
- Faciliter l'enlèvement des débris des maisons privées par le biais de programmes "argent contre travail" afin de permettre aux gens de retourner dans leurs communautés le plus rapidement possible.
- Augmenter le nombre d'activités rapportées dans la plateforme "Qui fait quoi, où, quand et pour qui" (345W), car le manque d'information affectera la stratégie du secteur.

+ DE 59 400

familles ont bénéficié de distributions de NFIs/kits d'abris

Réponse :

- A ce jour, le secteur Shelter/NFI a aidé 59 442 familles en distribuant 199 700 NFI lors de 204 distributions.
- Coordination avec le secteur WASH pour analyser les doublons potentiels dans les données et les lacunes dans la fourniture de kits d'hygiène au niveau des sections communales.
- Sous la direction du Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Télécommunications (MTPTC), avec le soutien de l'OIM et de l'UNOPS, l'évaluation des bâtiments publics et résidentiels, des hôpitaux et des écoles à risque de dommages ou d'effondrement se poursuit dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse.
- A ce jour, 2 768 évaluations rapides de bâtiments publics critiques ont été effectuées par des ingénieurs déployés dans les départements touchés. La campagne d'évaluation générale de tous les bâtiments été lancée la semaine dernière dans le département du Sud.

Eau, Hygiène et Assainissement

Besoins :

- Au moins 303 280 personnes nécessitent accès à l'eau potable tandis que 500 000 personnes ont besoin d'un soutien immédiat et à long terme pour accéder aux services d'approvisionnement de l'eau.

+ DE 303 000

personnes ont reçu de l'eau potable de la DINEPA et de ses partenaires.

Réponse :

- L'UNICEF et ses partenaires continuent à soutenir la DINEPA dans la fourniture d'eau potable, d'installations sanitaires, de matériel d'hygiène et de promotion de l'hygiène aux familles affectées, ciblant 500 000 personnes dans les départements touchés par le séisme.
- A travers la DINEPA et des interventions sectorielles, plus de 303 000 personnes ont reçu de l'eau potable grâce à des unités de traitement de l'eau (UTE), au stockage de l'eau et au transport de l'eau par camion.
- Des activités de promotion de l'hygiène ont été effectuées pour prévenir les risques de santé publique, notamment la propagation de maladies infectieuses telles que les maladies diarrhéiques, le paludisme et la COVID-19.

Lacunes et contraintes :

- La réponse en matière d'assainissement pour les personnes dans les sites de déplacement a ralenti suite aux demandes du gouvernement de limiter les interventions dans les sites afin d'éviter les facteurs d'attraction pour la construction de sites spontanés. Cependant, cela pourrait augmenter la pratique de la défécation en plein air et les risques de contamination fécale et de risques de VBG. Cette action doit être étroitement coordonnée avec le secteur des abris, conformément à la stratégie de relocalisation des personnes déplacées.

- La panne de carburant reste une contrainte majeure pour le fonctionnement des unités de traitement de l'eau, réduisant la capacité de production d'eau potable, et pour le transport de l'eau par camion.
- La faiblesse du marché national et les problèmes d'accessibilité retardent la disponibilité et la distribution des kits d'hygiène.
- La situation actuelle du financement du secteur est fortement orientée vers la réponse d'urgence avec des écarts de financement pour la réparation des systèmes d'approvisionnement de l'eau existants fortement endommagés.

Télécommunications d'Urgence

Réponse :

- Le secteur des télécommunications d'urgence (ETS) a terminé ses activités de coordination en Haïti. La coordination des services mis en place et le soutien fourni par l'ETS seront transférés au bureau de pays du PAM en Haïti, y compris la transition des communications de sécurité et la coordination des services de connectivité Internet établis par les partenaires de l'ETS.
- Avant de partir, emergency.lu a établi une connectivité VSAT à l'hôpital de campagne de L'Asile mis en place par l'équipe médicale d'urgence norvégienne et a effectué une maintenance supplémentaire sur le VSAT qui fournit la connectivité à l'unité de protection civile française à la station de traitement des eaux de Cavaillon. Emergency.lu continuera à surveiller ces services jusqu'à la fermeture des deux opérations et s'appuiera sur le personnel informatique des opérations pour effectuer la maintenance nécessaire.

Logistique

Réponse :

- La DGPC, en collaboration avec le PAM, continue d'organiser des convois pour livrer des articles de secours aux départements touchés. Depuis le 14 août et jusqu'au 1er octobre, 37 convois composés de 412 véhicules ont été organisés vers Les Cayes et d'autres endroits du département du Sud, en appui à 53 partenaires.
- Le secteur Logistique a mis en place un mécanisme de coordination qui couvre à la fois le niveau national et départemental à Port-au-Prince, aux Cayes et à Jérémie. A la demande des partenaires, le Secteur évalue le projet de création d'une cellule de coordination à Nippes.
- Le PAM lance un service de barge d'une capacité de 650 MT sur des opérations de Port-au-Prince à Miragoâne.
- Le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a augmenté le nombre de ses vols, en particulier vers des destinations dans les départements du sud, pour soutenir les efforts de réponse d'urgence. Depuis le début de l'intervention, l'UNHAS a transporté 1 929 passagers de 76 organisations et 36 MT de fret vers les zones affectées.
- Le 27 septembre, l'UNHAS a lancé un avion de 20 places pour le transport de passagers afin de renforcer la capacité de réponse.

36
TONNES
De marchandises transportées par l'UNHAS vers les zones touchées

Lacunes et contraintes :

- La panne de carburant reste une difficulté logistique majeure pour la réponse humanitaire. Le secteur Logistique surveille la situation ainsi que l'information sur les ponts pour les possibilités de transport de carburant
- Le pont de Jérémie est toujours inutilisable par les véhicules, ce qui représente l'un des principaux défis pour que l'aide accède aux communautés isolées. Le Gouvernement prévoit de construire un pont flottant, qui devrait être achevé d'ici décembre, afin de résoudre ce problème.
- La situation sécuritaire reste une contrainte d'accès majeure qui affecte la viabilité des routes vers le sud.

LIENS UTILES

- Flash Appeal/Appel / Appel Éclair – Tremblement de terre en Haïti (août 2021) : <https://bit.ly/3yiSswg>
- UN Business Guide : <https://bit.ly/3yhH0RM>
- ReliefWeb – 2021 Haiti Earthquake (Appeals and Response Plans, Latest Updates, Maps and Infographics) : <https://bit.ly/3zlpY6x>
- IOM Displacement Tracking Data : <https://dtm.iom.int/haiti>
- Page web de la DGPC : <https://bit.ly/3jpHtxf>
- Page HumanitarianResponse.info pour Haïti : <https://bit.ly/3gx0M5U>
- Secteur WASH : <https://bit.ly/3DIlm2y>
- Secteurs Shelter/CCCM : <https://bit.ly/2XM9Z3t>
- Secteur Logistique : <https://bit.ly/38aY4yc>
- Carte sur la présence opérationnelle : <https://bit.ly/3kKllrn>
- Portail de ressources CDAC pour Haïti : <https://bit.ly/2Wqgk3Q>

Contact :

OCHA Haiti : ocha-haiti@un.org

Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.unocha.org / www.reliefweb.int.